



VILLE de MARSEILLE

**Travaux de réhabilitation et d'extension des locaux du CIS
Canebière**

Consultation 2019_50001_0061

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

Maître d'Ouvrage VILLE DE MARSEILLE

**POSTE N°00
GENERALITES**

SOMMAIRE

VILLE de MARSEILLE.....	1
1. GENERALITES.....	4
1.1 Présentation générale du site.....	4
1.2 Objectifs.....	4
1.3 Intervenants.....	4
2. CADRE DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 Nature du marché de travaux.....	5
2.2 Cadre de prix.....	5
2.3 Décomposition du marché de travaux.....	5
2.4 Option.....	6
2.5 Connaissance des lieux.....	6
2.5.1 Reconnaissance des existants	6
2.5.2 Observations du candidat	6
2.5.3 Dimensions des existants	7
3. DOCUMENTS APPLICABLES.....	7
3.1 Documents de référence - normes - règlements.....	7
3.1.1 Normes et règles techniques	8
3.1.2 Codes, Décrets, Arrêtés, Circulaires	8
3.1.3 Assurance de la qualité	9
3.2 Documents techniques spécifiques du projet.....	9
3.2.1 Cadre de lecture	9
3.2.1.1 Clause de préséance.....	9
3.2.1.2 Ouvrages non décrits explicitement.....	9
3.2.2 Pièces écrites	10
3.2.3 Pièces graphiques	10
3.2.3.1 Plans du projet.....	10
3.2.3.2 Plans de l'existant.....	11
4. SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES DES TRAVAUX.....	11
4.1 Obligation de résultats.....	11
4.2 Etendue des travaux.....	12
4.3 Durée des travaux.....	13
4.4 Etudes, coordination, pilotage et ordonnancement des travaux.....	14
4.4.1 Phase préparation	14
4.4.2 Phase chantier	14
4.4.2.1 Phasage.....	14
4.4.2.2 Méthodologie.....	15
4.4.2.3 Planification des interventions.....	15
4.4.2.4 Cellule synthèse.....	16
4.4.2.5 VISAS.....	17
4.5 Réception.....	17
4.5.1 Protocole	17
4.5.2 Levées des réserves	17
4.5.3 Documents à transmettre	18
4.6 Installations de chantier.....	18
4.6.1 Coffrets et éclairage de chantier	19
4.6.2 Plan d'installation de chantier	20
4.6.3 Locaux communs	20

4.6.4 Compléments d'installation de chantier	20
4.6.5 Raccordements et compteurs de chantier	21
4.6.6 Panneau de chantier	21
4.6.7 Clôtures de chantier et signalisations	21
4.6.8 Bennes à gravois et déchets – Tri sélectif	22
4.7 Conditions d'intervention.....	22
4.7.1 Responsabilités	22
4.7.2 Relation avec les concessionnaires	23
4.7.3 Confinement et protection des ouvrages existants	23
4.7.4 Surveillance du chantier	23
4.7.5 Accès au chantier	23
4.7.6 Nettoyage et propreté	24
4.7.6.1 Nettoyage et propreté pendant les travaux.....	24
4.7.6.2 Nettoyage soigné de fin de chantier et remise en état des lieux.....	24
4.7.7 Maintien du service public	25
4.7.8 Exigences sécurité	25
4.7.8.1 Moyens d'accès – Protections.....	25
4.7.8.2 Sécurité des personnes.....	26
4.7.8.3 Habilitations.....	26
4.7.9 Contraintes d'utilisation de matériels et engins mécaniques	26
4.7.10 Bruits de chantier	27
4.7.11 Travaux sur les communs	27
4.7.12 Provenance, qualité et mise en œuvre des matériaux et équipements	27
4.7.13 Défauts de réalisation	28
4.7.14 Contrôle, essais et formation	28
4.8 États des lieux.....	28
4.8.1 Avant travaux	28
4.8.2 Après travaux	29
4.9 Garanties des installations.....	29
4.9.1 Garantie de parfait achèvement	30
4.9.2 Garantie de bon fonctionnement	30

1. GENERALITES

1.1 Présentation générale du site

Le Centre d'Incendie et de Secours (CIS) Canebière, occupe la totalité du bâtiment situé 39 rue Vincent Scotto à Marseille (13001), ainsi qu'une partie du Building Canebière, bâtiment classé IGH qui abrite des commerces, des logements ainsi que des locaux appartenant à la Ville de Marseille.

Le projet actuel concerne l'extension dans les anciens locaux commerciaux de l'IGH, mitoyen au bâtiment actuel et le réaménagement partiel des locaux actuels.

Le projet intègre donc :

- Une extension dans d'anciens locaux commerciaux, répartis sur 2 niveaux
- Un réaménagement partiel de la caserne existante au R+1 et R+2

Il est à noter que l'IGH est un édifice labélisé Patrimoine du XXe siècle, construit au début des années 1950 par l'architecte Fernand Pouillon.

1.2 Objectifs

Ce présent document fait partie des pièces contractuelles du présent dossier de consultation. Il est opposable à tous les contractants de cette opération.

Ce document précise les prescriptions communes et, d'ordre général, nécessaire pour réaliser les travaux de réhabilitation et d'extension du Centre d'Incendie et de Secours Canebière situé au 39 rue Vincent Scotto 13001 Marseille.

Il définit l'ensemble des prestations associées aux travaux de démolition, de gros œuvre et de second œuvre à la charge de l'entrepreneur, relatifs à la réhabilitation de locaux situés dans l'IGH Building Canebière et dans le CIS Canebière pour lesquelles l'entrepreneur a une obligation de résultat.

1.3 Intervenants

MAITRE D'OUVRAGE	VILLE DE MARSEILLE
MAITRISE D'OEUVRE	VILLE DE MARSEILLE Délégation Générale Architecture et Valorisation des Equipements Direction Etudes et Grands Projets de Construction Service Etudes TEL 04.91.55.18.91
BUREAU DE CONTROLE	APAVE Zac Saumaty Séon 8. Rue JJ VERNAZZA CS 60193 13235 MARSEILLE CEDEX 16 TEL 04.96.15.22.60
COORDONNATEUR SPS	PRESENTS 37/39. Bd Vincent DELPUECH 13006 MARSEILLE TEL 04.78.38.69.69

COORDONNATEUR SSI

SSINOPSIS
75. Rue Paul VERLAINE
69100 VILLEURBANNE
TEL 04.78.38.69.69

2. CADRE DE LA CONSULTATION

2.1 Nature du marché de travaux

Le marché de travaux est conclu en entreprise générale dans le cadre d'un marché relevant des marchés publics. L'entreprise générale sera nommée Entrepreneur dans le reste du document.

2.2 Cadre de prix

L'entrepreneur s'engage sur un montant global et forfaitaire pour la réalisation des travaux.

L'entrepreneur est réputé avoir tenu compte dans son offre de prix, de toutes les sujétions, fournitures, prestations relatives à l'exécution de ses propres travaux. Il devra considérer dans sa remise de prix les plans d'étude et plan de détails, les échantillons, etc.

Le forfait implique les sujétions liées sur les éléments suivants ;

- Au site et à ses contraintes ;
- A la décomposition des travaux ;
- Aux contraintes de coordination et de synthèse ;
- Etc...

2.3 Décomposition du marché de travaux

La présente consultation n'est pas allotie mais elle est scindée en postes comme suit :

POSTE 01 : - DÉMOLITION - GROS ŒUVRE - MAÇONNERIE
- CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS
- MENUISERIES EXTÉRIEURES - OCCULTATION
- MENUISERIES INTÉRIEURES - MOBILIER
- SERRURERIE
- REVÊTEMENTS DE SOLS - REVÊTEMENTS MURAUX
- PEINTURE INTÉRIEURE - ENDUITS - PEINTURE FAÇADE

POSTE 02 : CHAUFFAGE – VENTILATION – CLIMATISATION – PLOMBERIE –
DESENFUMAGE

POSTE 03 : COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES – SSI

Les entreprises devront la mise en œuvre, la fourniture, la pose, le transport, la protection et le nettoyage de leurs ouvrages.

2.4 Option

Tout ce qui relèvera de l'option sera identifié dans la description des postes par le formalisme suivant : - OPTION

2.5 Connaissance des lieux

Il est rappelé que la visite de site est obligatoire et que l'offre du candidat doit nécessairement comporter l'attestation de visite de site dûment complétée.

2.5.1 Reconnaissance des existants

Le candidat est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- A la configuration du site (zone urbaine, site occupé 7j/7j 24h/24h, mitoyennetés...) et aux contraintes liées (accès, stationnement, stockage, circulation, nuisances, règlements...),
- L'état général des existants et leur degré de conservation,
- Les réseaux de toutes natures contraignant les travaux,
- Avoir procédé à toutes les investigations qu'il aura jugées utiles, sur ces constructions,
- Et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent poste et sur leur coût.

L'entrepreneur s'engage en toute connaissance de cause. Aucune erreur ou omission dans les documents disponibles ne peut le dispenser d'exécuter les travaux ni faire l'objet d'une demande supplémentaire de prix. L'entrepreneur renonce expressément et définitivement à toute réclamation ou action à ce sujet.

2.5.2 Observations du candidat

Pendant le délai de l'étude de la consultation, le candidat est tenu de signaler à la maîtrise d'œuvre toutes incohérences, inexactitudes ou erreur dans les documents du DCE ou un manque de concordance avec les réglementations en vigueur.

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. L'offre du candidat est ainsi faite en pleine connaissance de ses obligations contractuelles.

Le candidat ne pourra en aucun cas alléguer que des erreurs ou omissions dans les plans et la DPGF le dispense d'exécuter l'ouvrage conformément à l'objet du projet, aux réglementations en vigueur et aux règles de l'art.

Aucune contestation ne sera recevable après signature de son marché. En aucun cas, il ne sera admis le règlement de travaux supplémentaires ayant pour origine une sujétion de condition de travail, de méconnaissance du site ou qui n'aurait pas fait l'objet d'un ordre de service du maître d'ouvrage.

Les plans et CCTP se complètent. Si une discordance est relevée par le candidat, celui-ci est tenu de la signaler à la Maîtrise d'œuvre par écrit, lequel informera l'ensemble des soumissionnaires avant la remise des offres.

Il est précisé que la priorité accordée au CCTP par rapport aux plans, ne joue qu'en cas de contradiction, mais que tout ouvrage représenté sur les plans – mais non décrit dans les CCTP – est dû (et vice versa).

2.5.3 Dimensions des existants

Il est rappelé à l'entrepreneur que les cotes et quantitatifs sont donnés à titre indicatif, à l'entrepreneur de vérifier l'exactitude des données.

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel. Il en est de même pour ce qui est des côtes, dimensions et épaisseurs figurant sur les pièces écrites jointes à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles. L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant la remise de son offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages. Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levés de côtes qui lui sont nécessaires.

3. DOCUMENTS APPLICABLES

3.1 Documents de référence - normes - règlements

L'ensemble des ouvrages prévus au présent CCTP devra être conforme aux normes françaises et textes réglementaires concernant la construction en France, dans leur édition la plus récente. Les matériaux ou ensembles non traditionnels devront faire l'objet d'un Avis Technique en cours de validité par le domaine concerné, ou d'un avis favorable de la part d'un Contrôleur Technique agréé par l'Etat à la charge de l'entrepreneur.

La dernière édition des règles, normes, DTU et fascicules dont la prise d'effet (ou la publication en l'absence de date de prise d'effet) est intervenue au plus tard le jour de la remise de l'offre sont des documents applicables. Préalablement à la signature du marché, l'entrepreneur informera le Maître d'Ouvrage des évolutions éventuelles de la réglementation, des règles, normes, DTU et fascicules afin de rendre applicable ces nouveaux documents et d'en tenir compte dans les études et travaux objets du présent marché. En cas de publication de règlements nouveaux entre les dates de l'offre et de l'exécution, l'entrepreneur devra en avertir immédiatement la maîtrise d'œuvre et chiffrer immédiatement les nouvelles dispositions de façon à livrer à la mise en service une installation conforme aux dernières dispositions.

En l'absence d'information de la part de l'entrepreneur, il sera considéré que les règles, normes, DTU et fascicules applicables sont issus de la dernière édition officielle dont la prise d'effet (ou la publication en l'absence de date de prise d'effet) est intervenue 1 mois avant la signature du marché. Si de nouveaux documents ou des modifications des documents applicables étaient publiés officiellement postérieurement à cette dernière date, l'entrepreneur serait tenu d'en informer à temps le Maître d'Ouvrage pour, qu'éventuellement, les modifications de travaux nécessaires à la conformité aux nouvelles prescriptions puissent être décidées et exécutées.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, se prévaloir de la méconnaissance d'un quelconque texte entrant dans l'élaboration du présent programme.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessous sont implicitement compris dans les prix du marché.

La présente liste des documents de référence n'est pas limitative.

NOTA IMPORTANT

Certains textes peuvent être précisés dans le CCTP sans que cette précision soit limitative. Toutes imprécisions et/ou contradictions éventuelles devront être signalées en cours de consultation par l'entrepreneur pour permettre au Maître d'œuvre de préciser les dispositions applicables.

En règle générale, l'entrepreneur est tenu aux prescriptions générales concernant les DTU, les agréments, les notices commerciales présentées en approbation et, aux obligations de résultats.

3.1.1 Normes et règles techniques

Les fournitures et/ou installations et/ou travaux doivent être conformes aux règles, règlements et normes applicables en France, au nombre desquels, par ordre décroissant de priorité en cas de contradiction (liste non limitative) :

- Normes Françaises homologuées par l'AFNOR,
- Cahiers des clauses techniques et documents connexes, dont les cahiers des clauses spéciales, des Documents Techniques Unifiés (DTU et NF DTU) publiés par le CSTB,
- Règles de calcul (DTU et non DTU) dont la liste officielle est publiée par le CSTB,
- Fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment ou de génie civil en vigueur,
- Les règles de l'Union Nationale de la Maçonnerie (UNM) ainsi que les règles professionnelles éditées par la Fédération Nationale du Bâtiment, parues à la date de la soumission,
- Les règles professionnelles de l'Association Française des Assureurs Construction (AFAC),
- Règles professionnelles acceptées par la Commission Prévention Produits mis en œuvre (C2P) de l'Agence Qualité Construction (AQC).

Devront également être respectés :

- Les prescriptions des fabricants et fournisseurs auxquels il pourra être demandé une assistance technique,
- Les Avis Techniques pour les procédés non traditionnels soumis à cet avis.

Par ailleurs, tous les matériaux employés pour les travaux devront être conformes aux normes françaises (N.F.) ou posséder un agrément du C.S.T.B.

3.1.2 Codes, Décrets, Arrêtés, Circulaires

L'entrepreneur doit se conformer aux codes légaux, décrets et arrêtés, et notamment :

- Code du travail
Quatrième partie : Santé et sécurité au travail
Livre II - Dispositions applicables aux lieux de travail
- Code de la Construction et de l'Habitation
Livre I : Dispositions générales
Titre II : SECURITE ET PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

- Arrêté du 30 décembre 2011 Portant règlement de sécurité pour la construction des Immeubles de Grande Hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection de son personnel amené à travailler sur le site conformément à la réglementation en vigueur.

3.1.3 Assurance de la qualité

L'entrepreneur assurera la qualité de ses travaux en se conformant aux exigences réglementaires et notamment en prenant en compte les documents suivants :

- Norme NF EN ISO 9001 version 2015
- Norme NF EN ISO 14001 version 2015

3.2 Documents techniques spécifiques du projet

Ce paragraphe a pour objectif de lister et prioriser les documents techniques spécifiques au projet et détaillant l'objectif à atteindre par l'entrepreneur.

3.2.1 Cadre de lecture

« Voir règlement de consultation ».

Il est rappelé que ;

- En cas de contradiction entre deux éléments du dossier, les pièces écrites prévalent sur les plans ;
- L'énumération des travaux et leur description ne peuvent être considérées comme limitatives pour tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution des ouvrages décrits au présent CCTP ou figurés sur les plans. Elles ne tiennent pas compte des techniques de réalisation spécifiques à chaque entreprise (**notamment les plans PRO ne sont pas des plans d'EXEcution qui seront à réaliser par l'entrepreneur sur la base des plans PRO**) ;
- L'entrepreneur devra vérifier, sous sa responsabilité, les éléments du cadre de décomposition du prix (ce document n'est pas contractuel et est donné à titre indicatif) ;
- Toutes les dimensions du CCTP et des plans de l'architecte sont donnés à titre indicatif.

3.2.1.1 Clause de préséance

Cette clause, prévue entre les pièces graphiques et le CCTP, n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant sur les pièces graphiques et non sur le CCTP et vice versa est complètement dû.

3.2.1.2 Ouvrages non décrits explicitement

Le CCTP décrit globalement les ouvrages dus par l'entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail les composants de l'ouvrage, ces derniers font implicitement partie intégrante de la prestation dès l'instant qu'ils concourent et sont nécessaires au bon fonctionnement et à la bonne finition des ouvrages.

Bien que classé par poste, le présent descriptif ainsi que la liste des travaux reprise dans la DPGF joint avec ce dossier forme un ensemble homogène permettant l'exécution complète du projet.

Les quantités indiquées sont indicatives. Il appartient à l'entrepreneur de vérifier les quantités, les corriger au besoin. Elle peut aussi ajouter des articles, soit manquants, soit venant en décomposition d'autres articles (par exemple des ensembles).

Dans tous les cas, les prix comprennent fournitures, main d'œuvre, prestations annexes, pertes ou chutes, transport, manutention et fixations.

3.2.2 Pièces écrites

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F. - cadre de réponse).

3.2.3 Pièces graphiques

3.2.3.1 Plans du projet

Plans architecte

ARCHI 01 – Plan du rez-de-chaussée

ARCHI 02 – Plan du R+1

ARCHI 03 – Plan R+1 réhabilitation CIS Canebière

ARCHI 04 – Plan R+2 réhabilitation CIS Canebière

ARCHI 05 – Élévation Ouest

ARCHI 06 – Coupe

ARCHI 07 – Carnet de plans de Menuiseries intérieures

ARCHI 08 – Carnet de plans de Menuiseries extérieures

ARCHI 09 – Carnet de plans de Serrurerie

ARCHI 10 – Carnet de plans de repérage des Faux plafonds

ARCHI 11 – Carnet de plans de repérage des Cloisonnements

ARCHI 12 – Carnet de plans de repérage des Revêtements de sol

ARCHI 13 – Carnet de plans de repérage des Revêtements muraux

ARCHI 14 – Carnet de plans de Mobiliers

ARCHI 15 – Carnet de plans de Démolition

ARCHI 16 – Plan de réaménagement de la Chambre OPS - OPTION

Plans Gros Œuvre

GO 01 – Structure porteuse de l'existant – Niveau +14,20 NGF – Vue de dessus

GO 02 – Structure porteuse de l'existant – Plancher du niveau R+1 – Vue de dessous

GO 03 – Structure porteuse à créer – Plancher du niveau R+1 – Vue de dessous

GO 04 – Structure porteuse à créer – Plancher du niveau R+1 – Détails

Plans CVC - Plomberie

CVC 01 – Plan RDC

CVC 02 – Plan R+1

CVC 03 – Plan R+2 et toiture

PB 01 – Plan RDC

PB 02 – Plan R+1

CVC PB 01 – Carnet de plans de Coupes

Plans CFO/CFA

CFO CFA 01 - Extension CIS Canebière RDC
CFO CFA 02 - Extension CIS Canebière R+1
CFO CFA 03 - Réhabilitation CIS Canebière R+1
CFO CFA 04 - Réhabilitation CIS Canebière R+2

3.2.3.2 Plans de l'existant

Relevés géométriques de l'IGH (zone à réhabiliter avant démolition)

IGH 01 RDC
IGH 02 R+1
IGH 03 Mezzanine

Plans architecte du CIS

CIS 01 FONDATIONS PHT RDC
CIS 02 PLAN RDC
CIS 03 PLAN R+1
CIS 04 PLAN R+2
CIS 05 PLAN R+3
CIS 06 PLAN R+4
CIS 07 PLAN R+5
CIS 08 PLAN COMBLES
CIS 09 PLAN TOITURE
CIS 10 COUPE LONGITUDINALE
CIS 12 ELEVATION COUR INTERIEURE
CIS 13 PLAN RDC CFO CFA
CIS 14 PLAN R+1 CFO CFA
CIS 15 PLAN R+2 CFO CFA
CIS 16 PLAN R+3 CFO CFA
CIS 17 PLAN R-4 CFO CFA
CIS 18 PLAN R-5 CFO CFA

4. SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES DES TRAVAUX

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité du présent chapitre des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier de consultation qui sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

4.1 Obligation de résultats

L'entrepreneur est lié contractuellement, et il est également tenu vis à vis du maître d'ouvrage par l'obligation globale de résultat (qualité des prestations et délais de réalisation).

Des mesures de vérification et de contrôle, à charge de l'entrepreneur, seront effectuées en cours et fin de chantier. L'obligation de résultat implique pour l'entrepreneur la parfaite connaissance et la maîtrise des techniques d'exécution.

4.2 Etendue des travaux

Les travaux « d'extension » concerneront les travaux à réaliser dans les locaux actuellement inoccupés de l'Immeuble de Grande Hauteur (IGH) Building Canebière y compris les travaux à réaliser dans le garage du Centre d'Incendie et de Secours (CIS) Canebière.

Les travaux « de réhabilitation » concerneront les travaux à réaliser dans l'emprise du CIS Canebière actuel.

Notamment ce document présente, pour la partie « extension » :

- la création du plancher R+1,
- la création du cheminement vertical y compris le sas de communication entre le garage et l'extension,
- la création de l'élévation sur la galerie couverte de l'IGH,
- la création des locaux et leur aménagement,
- les liaisons avec l'existant.

Notamment ce document présente, pour la partie « à réhabiliter » :

- la suppression du cloisonnement dans le réfectoire au R+1,
- la réfection du second œuvre dans le réfectoire au R+1,
- la réfection du second œuvre dans la future salle de réunion,
- les liaisons avec l'existant.

L'entrepreneur prévoira l'intégralité des prestations, toutes sujétions comprises et sans limitation. Il ne saurait être imputé au Maître d'Ouvrage toute prestation supplémentaire si celle-ci n'émane pas d'une modification notifiée de sa part.

Les prestations et travaux à charges de l'entrepreneur comprennent principalement :

- L'élaboration de documents généraux (Plan qualité, planning, ...) et spécifiques (PPS, DSE, ...) et leurs mises à jour,
- La production des notes de calculs et plans d'exécution et leurs mises à jour,
- La présentation des modes opératoires finalisés,
- Les demandes d'autorisations préalables,
- L'établissement d'un état des lieux en entrée et en sortie du chantier,
- La transmission de toutes les fiches techniques nécessaires au bon déroulement des travaux,
- Les installations de chantier,
- La réalisation de tous les dévoiements, déposes de réseaux, matériels et/ou d'équipements rendus nécessaires directement ou indirectement par la réalisation des travaux proprement dits,
- La fourniture et la mise en œuvre des structures provisoires de supportage, de maintien et de protection des réseaux, matériels et équipements déplaçables ou non déplaçables ou devant rester en service durant les travaux, le cas échéant, situés dans l'environnement immédiat des travaux,
- La fourniture, fabrication et mise en œuvre (réalisation) de tous les ouvrages concernés (travaux proprement dits) y compris raccordements,
- L'évacuation de déchets conventionnels,
- La bonne coordination des divers intervenants notamment par l'exécution de la synthèse entre les différents postes,
- Les essais et contrôles,
- Les travaux de finitions, de remise en état et de peinture,
- La mise en service,
- Le repli de chantier et le nettoyage général de la zone travaux et de ses abords,
- La constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés, du Bilan Qualité et du Dossier de Synthèse de la Qualité.

L'entrepreneur devra veiller à faire réaliser des plans d'exécution qui seront soumis pour approbation à la maîtrise d'œuvre et au contrôleur technique. Les plans d'exécution concernent tous les éléments de la construction de l'ensemble des parties constituant le CCTP.

L'entrepreneur devra respecter toutes les règles permettant l'obtention et les objectifs de la RT 2012. Elle devra tout mettre en œuvre pour respecter l'étanchéité à l'air du bâtiment afin de garantir une perméabilité réglementaire.

Travaux compris :

En plus des travaux et des sujétions définis par le présent CCTP, il est précisé que dans la proposition du candidat s'entend compris :

- Toutes précautions et protections à prendre pour ne pas dégrader les ouvrages appartenant aux riverains et mitoyens,
- Toutes les demandes de D.I.C.T,
- Les demandes aux divers services administratifs pour la bonne exécution des travaux,
- La fourniture et l'amenée à pied d'œuvre, installation, évacuation de tout matériel nécessaire à la bonne exécution des travaux,
- L'implantation extérieure et intérieure des murs, cloisons et tous éléments constitutifs,
- Nettoyage quotidien de ces ouvrages,
- Les dispositions à prendre en compte contre les nuisances sonores,
- Plans d'exécution, détails complémentaires d'exécution, plan d'atelier, etc...
- Plans de récolement,
- Essais réglementaires, essais de fonctionnement...
- Mise en service de tous les équipements.

Implantation :

En complément de l'implantation générale des ouvrages définie aux plans, l'entrepreneur du présent marché doit soumettre à la Maîtrise d'œuvre le tracé de l'implantation de ses ouvrages avant mise en œuvre de ceux-ci. Les réunions de chantier organisées à une fréquence déterminées à l'avance (minimum hebdomadaire) permettront de coordonner les interventions et de valider les implantations proposées.

L'entrepreneur doit protéger ses ouvrages jusqu'à la réception définitive des travaux.

Coordination avec les autres postes :

A charge de l'entrepreneur.

Synthèse des postes :

A charge de l'entrepreneur .

4.3 Durée des travaux

Préparation de chantier :	1 mois
Exécution de travaux y compris phase de pré-réception et réception (hors OPTION) :	9 mois
Exécution de travaux y compris phase de pré-réception et réception (y compris OPTION) :	10 mois
Garantie de parfait achèvement :	1 an

4.4 Etudes, coordination, pilotage et ordonnancement des travaux

4.4.1 Phase préparation

L'entrepreneur devra fournir avant tout démarrage de travaux au bureau de contrôle pour avis et simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, les pièces suivantes :

- Note et plans de phasage et méthodologie
- Tous les plans de détails d'exécution,
- Les notes de calculs,
- La copie des certificats d'agrément, de fiches techniques, de procès-verbaux, de classement vis à vis de la résistance au feu de matériaux ou équipements soumis à ces formalités, etc.
- Les échantillons qui devront recevoir l'agrément de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où l'entrepreneur commencerait toute ou partie de ses travaux sans obtention des visas « sans observation », il s'exposerait à refaire à ses frais et torts exclusifs, les ouvrages non acceptés et de ce fait, prendrait à sa charge, toutes sujétions entraînées par ses modifications, notamment en termes de planification et coordination.

Les prestations du marché de l'entrepreneur comportent, la fourniture et la mise à jour, durant la phase de préparation de chantier des plans de détails, coupes (échelle 1/20^{ème}) et plan d'ensemble (échelle 1/50^{ème}). Toutes les pièces graphiques émises par l'entrepreneur devront être soumises pour approbation à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle. L'entrepreneur reste entièrement responsable des plans et cotes qu'il doit vérifier ou fournir lui-même.

NOTA 1

Aucun changement au projet retenu, ne pourra être apporté en cours d'exécution sans accord de la Maîtrise d'œuvre.

Toute modification dans la liste du matériel établie lors de la mise au point du marché devra faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Œuvre.

Dans le cas contraire, le titulaire s'exposerait à refaire à ses frais les ouvrages non acceptés et de ce fait, prendrait à sa charge, toutes sujétions entraînées par ses modifications.

La totalité des documents spécifiés ci avant devront être communiqués au minimum 15 jours avant le début contractuel des travaux par l'entrepreneur au maître d'ouvrage, maître d'œuvre et bureau de contrôle, pour recevoir l'accord de celui-ci avant toute exécution.

4.4.2 Phase chantier

La direction générale du chantier est à la charge du maître d'œuvre. Néanmoins, l'organisation quotidienne du chantier est due à l'entrepreneur : il importe en particulier que le maître d'œuvre soit tenu au courant des problèmes de chantier et des retards occasionnés par la non-intervention d'une entreprise à la date dite.

La co-activité quotidienne avec le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille sera gérée par l'entrepreneur (en accord avec les avis du CSPS) et le maître d'ouvrage qui pourra être représenté par le chef de centre.

4.4.2.1 Phasage

Il appartient à l'entrepreneur de détailler le phasage de ses travaux qui sont seulement décrits dans leur globalité dans le présent DCE.

L'entrepreneur fournira au démarrage de sa prestation son phasage de travaux. L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'occupation du site 7j/7j 24h/24 et de l'exiguïté des locaux. Les travaux devront impacter le moins possible le fonctionnement du CIS Canebière et le bien-être des occupants. Notamment les travaux à réaliser (tous corps d'état) dans l'emprise actuelle du CIS Canebière existant devront intégrer les points suivants :

- les travaux à réaliser dans le réfectoire devront être prévus pendant la période estivale (entre mai et août),
- l'entrepreneur avertira la maîtrise d'œuvre et le chef de centre de la date prévisionnelle de démarrage de ses travaux de réaménagement de l'actuelle salle de sport 24 jours minimum avant le démarrage de ces travaux,
- le décalage temporel des trois zones de travaux (actuelle salle de sport, réfectoire et bureaux). Ces travaux ne pourront pas être réalisés en même temps.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier l'ordonnancement des tâches et en informera l'entrepreneur au préalable. L'entrepreneur s'organisera sans incidence financière.

La défaillance de l'entrepreneur sur l'un des points suivants entraînera la réfection du montant total de cette prestation :

- La non production des plans et notes de phasage avant démarrage des travaux
- Un VISA différent de VSO (VISA SANS OBSERVATION) sur ces plans et notes avant démarrage des travaux

4.4.2.2 Méthodologie

Il appartient à l'entrepreneur de détailler les moyens de mises en œuvre de ses travaux qui sont seulement décrits dans leur globalité dans le présent DCE.

A la vue des contraintes spécifiques du site, il appartient à l'entrepreneur de définir et détailler les modes opératoires envisagés, en précisant en particulier les moyens de manutentions des matériels, matériaux et équipements à l'intérieur et à l'extérieur des locaux.

Cette méthodologie détaillée (plans, procédures...) doit être validée par la maîtrise d'œuvre. Notamment les travaux devront nuire le moins possible au fonctionnement du CIS Canebière et aux riverains.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser tout matériel qu'il considère non adapté au site. L'entrepreneur s'organisera sans incidence financière.

La défaillance de l'entrepreneur sur l'un des points suivants entraînera la réfection du montant total de cette prestation :

- La non production des plans et notes de méthodologie avant démarrage des travaux
- Un VISA différent de VSO (VISA SANS OBSERVATION) sur ces plans et notes avant démarrage des travaux

4.4.2.3 Planification des interventions

L'entrepreneur devra, chaque semaine et tout au long du chantier, fournir obligatoirement 2 tableaux : le premier indiquant l'avancement des travaux et le second indiquant le planning prévisionnel.

Le Maître d'œuvre d'exécution devra savoir exactement, à chaque instant, combien d'équipes interviennent sur le site et dans quelles parties de bâtiment travaillent ces équipes. De nombreuses visites inopinées seront réalisées en dehors des réunions de chantier afin d'entériner les moyens matériels et humains de l'entreprise.

L'entreprise devra mettre sur le chantier autant d'équipes qu'il sera nécessaire pour permettre de tenir le délai global d'exécution des travaux.

4.4.2.4 Cellule synthèse

Les plans de synthèse de l'ensemble de toutes les parties de travaux seront réalisés par l'entrepreneur à l'intérieur d'une cellule de synthèse et dans laquelle les entreprises délèguent du personnel pour mettre au point et exécuter ces plans, avec pour objectif :

- la coordination technique,
- l'établissement des plans et documents de synthèse y compris synthèse des réservations.

L'entrepreneur devra fournir des plans d'exécution faisant état de synthèse générale afin d'éviter les incohérences et incompatibilités (réservations aux mêmes endroits, croisements, proximité d'une poutre, ...), notamment l'entrepreneur aura à charge :

- de faire intégrer sur les plans de génie civil (gros œuvre, maçonnerie, cloisons, façade) les besoins des différentes entreprises en matière de réservations, trémies, gaines, charges...,
- de coordonner entre les postes techniques et d'équipements les tracés des réseaux intérieurs et extérieurs passages de gaines, cheminements de câbles, etc. et de faire intégrer cette synthèse (besoins des différentes entreprises en terme d'emprise, de dimensions, de positionnement, de cheminement, d'encoffrement...) sur les plans CVC-Plomberie-CFO-CFA,
- d'élaborer les plans de calepinage où figureront ensemble tous les éléments visibles (calepinages de faux plafonds, dallages, bouches de ventilation, luminaires, appareillages électriques et de courants faibles, appareils sanitaires...);
- de mener à bien la coordination spatiale qui a pour but d'obtenir un fonctionnement satisfaisant de tous les systèmes, de bonne possibilité d'accès pour la maintenance, un encombrement permettant une bonne exploitation de l'ouvrage dans le respect du projet architectural,
- les plans de synthèse établis par l'entrepreneur en cellule de synthèse devront être conformes aux dossiers établis par la maîtrise d'œuvre et visés par ce dernier. Toutes modifications devront être soumises préalablement à la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle pour accord.

Notamment, et sans que cette liste soit limitative, l'entrepreneur devra les documents suivants :

- les plans d'implantation des cloisonnements et doublages y compris implantation des menuiseries intérieures et incorporations (prises électriques, cheminements électriques, cheminements cvc, robinet...),
- les plans de calepinage des faux-plafonds y compris toutes les incorporations (luminaires, éléments de ventilation...),
- les plans des menuiseries extérieures y compris implantation dans le gros œuvre (indication de niveaux...),
- les plans de calepinage des revêtements de sol y compris finitions aux limites,
- les plans de calepinage des revêtement muraux y compris finitions aux limites et incorporations,
- les plans de serrurerie y compris fixation dans le gros œuvre,
- les notes et plans de dévoiements provisoires et/ou définitifs,
- des coupes du projet avec implantation des éléments structuraux, des gaines et équipements divers,
- des notes de phasages détaillant le phasage des travaux dans le temps et dans l'espace en tenant compte de l'ensemble des contraintes du chantier. Ces notes seront illustrées de plans et extrait de plan pour assurer la bonne compréhension du sujet.

La maîtrise d'œuvre a le pouvoir de trancher en cas de conflit persistant au sein de la cellule de synthèse.

L'entrepreneur fournira et distribuera aux intervenants les fonds de plans de synthèse à partir des plans architecte.

La défaillance de l'entrepreneur sur l'un des points suivants entraînera la réfection du montant total de cette prestation :

- La non production des plans et notes de synthèse avant démarrage des travaux concernés
- Un VISA différent de VSO (VISA SANS OBSERVATION) sur ces plans et notes avant démarrage des travaux

4.4.2.5 VISAS

Les visas avec ou sans observation du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle relatifs aux documents d'exécution de chaque corps d'état ne déchargeront aucunement les entreprises des responsabilités légales qui leurs incombent pour tout vice de construction, non respect des normes en vigueur, erreurs de calculs, matériaux, etc.

Les VISAS seront les suivants :

VSO : Visa Sans Observation

VAO : Visa Avec Observation

S : Suspendu

R : Refusé

4.5 Réception

4.5.1 Protocole

A la fin des travaux, il appartiendra à l'entrepreneur de demander la réception de ses ouvrages.

Pour cette visite, les fluides et énergies nécessaires aux essais de fonctionnement seront prévus. Les échafaudages, échelles, clefs, appareils de mesures, contrôle ou simulation seront prévus afin de permettre un contrôle efficace, total et sans perte de temps.

Il sera dressé un procès-verbal de ces opérations et la réception des travaux sera prononcée à la date dudit procès-verbal, avec les réserves relatives aux contrôles des performances qui n'auront pu être réalisés à la date de réception.

L'entrepreneur devra réceptionner les ouvrages existants en présence du Maître d'Ouvrage et/ou de la maîtrise d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

4.5.2 Levées des réserves

Ces procédures seront conduites conformément aux spécifications des pièces contractuelles et du procès-verbal cité ci-dessus.

Le délai contractuel pour la levée des réserves sera d'un mois.

4.5.3 Documents à transmettre

Lors de la réception en présence du Maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur devra fournir les pièces écrites suivantes :

- D.O.E,
- Les plans d'exécution des travaux,
- Les fiches techniques des différents produits mise en œuvre,
- La documentation technique,
- Plans de recollement, il comprendra :
 - les plans de recollement des ouvrages, + 1 CD des plans en DWG.
 - le schéma des tableaux électriques, avec cotes de repérage des canalisations enterrées ou dissimulées (avec symboles normalisés).
 - les essais COPREC,
 - le cahier des recettes cuivre,
 - le schéma du coffret de brassages,
 - les notices de montage, réglage, mise en œuvre des appareils,
 - les notices de fonctionnements des matériels installés, les listes et références des pièces de rechange nécessaires, ou des consommables, avec périodicité de remplacement,
 - les adresses, téléphones, mails des grossistes, importateurs ou représentants des matériels susceptibles d'être remplacés,
 - les adresses, téléphones, télex et télécopie des grossistes, importateurs ou représentants des matériels susceptibles d'être remplacés,
 - une notice indiquant les opérations à réaliser pour la mise en marche, l'arrêt temporaire ou définitif, l'isolement ou la sécurité de l'installation et de ses composants,
 - une proposition de contrat d'entretien des ouvrages exécutés devra être remis avant la réception,
 - Etc...

Ces documents seront fournis sous forme de **2 exemplaires** papiers et **2 CD-ROM**. Les plans seront sous format AUTOCAD et PDF.

4.6 Installations de chantier

Conformément à la réglementation en vigueur.

De manière générale, l'entrepreneur aura à sa charge :

- Les branchements de chantier, avec raccordement provisoire au réseau public si nécessaire, et réfection de l'existant en fin de chantier,
- Les démarches auprès des organismes publics ou privés,
- La fourniture et la pose de tous les compteurs (eau et EDF), leur gestion et le paiement de l'ensemble des factures pour toute la durée du chantier,
- La fourniture et la gestion des bennes de chantier avec tri sélectif,
- Le nettoyage de chantier journalier,
- Enfin, l'entrepreneur devra garantir la sécurité du public, par la mise en place de :
 - Clôture de chantier,
 - Signalisation,
 - Et toutes protections et signalisation nécessaires.

Cette installation doit être opérationnelle avant le démarrage de travaux.

En fin de chantier, l'entrepreneur doit un nettoyage et une remise en état des aires utilisées.

Voir également avec le PLAN GENERAL DE COORDINATION.

4.6.1 Coffrets et éclairage de chantier

Il sera procédé à la pose et au raccordement d'un comptage TRI 400V + N pour les besoins des différents corps d'état du chantier et la mise en place d'armoires et de coffrets de chantier répondant:

- ⇒ Au décret du 14/11/1988 sur la protection des travailleurs et la convention pour l'établissement de la gestion et le règlement du compte prorata.
- ⇒ Aux recommandations de l'OPPBTP.

Tout le matériel fourni devra être conforme aux règlements en vigueur tant pour le fonctionnement de l'outillage courant, que pour les moyens portatifs d'éclairage.

En aucun cas, l'armoire TGBT du bâtiment projet ne sera prévue pour le branchement d'appareils tels que poste de soudure, etc.... Le branchement de tels appareils sera à la charge de l'entrepreneur les utilisant.

Les armoires de chantier seront montées sur pieds, elles seront à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP447).

Il y aura séparation de l'alimentation force et éclairage.

L'installation, l'entretien et la maintenance (y compris le remplacement des lampes) seront effectués par l'entrepreneur qui devra mettre à disposition un technicien qualifié pendant la totalité de la période d'activité du chantier.

Coffrets chantier :

L'entrepreneur devra la fourniture et la mise en place de coffrets chantier IP55, de type portatif, enveloppe isolante PVC avec 4 pieds caoutchouc comprenant :

- ⇒ 3 prises de courant 2P+T 10/16A
- ⇒ 3 prises de courant 3P+T 40A
- ⇒ 1 interrupteur différentiel 30mA
- ⇒ 1 disjoncteur Ph + N – 16A - par prise de courant
- ⇒ Dispositif d'arrêt d'urgence
- ⇒ Raccordement sur bornier

Les coffrets de chantiers seront obligatoirement installés comme suit :

- ⇒ 1 coffret au Rdc,
- ⇒ 1 coffret au R+1,
- ⇒ 1 coffret au R+2.

Liaisons électriques :

Pour l'ensemble, l'alimentation des armoires et coffrets de chantier se fera par câble U1000RO2V de section appropriée. L'installation de chantier sera déposée en fin de travaux.

Eclairage et balisage du chantier :

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret n° 83721 du 02 août 1983 et codifiés dans le Code du travail sous l'article R 232.7.

L'éclairage doit permettre la circulation dans tous les chantiers et leurs abords. Une installation de sécurité, signalant les sorties de secours et assurant un minimum d'éclairage pour l'évacuation du personnel, sera réalisée. Cet éclairage sera assuré par des blocs autonomes et, de préférence par des blocs définitifs.

Tout le matériel électrique devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Le coordonnateur S.P.S. pourra être amené à demander à l'entrepreneur un contrôle périodique du matériel utilisé. Ce contrôle ne pourra en aucun cas être refusé et sera facturé directement à l'entrepreneur.

4.6.2 Plan d'installation de chantier

Ces installations feront l'objet d'un plan d'organisation de chantier, établi par l'entrepreneur au cours de la période de préparation.

4.6.3 Locaux communs

Le CIS Canebière met à disposition, sous condition normale d'utilisation, une partie de ses locaux, notamment :

- les réunions de chantier auront principalement lieux dans les locaux du CIS Canebière,
- le personnel de l'entrepreneur pourra utiliser le réfectoire du CIS Canebière entre 11h30 et 12h15 chaque jour, dans la limite de 10 personnes,
- le sanitaire (WC, point d'eau) situé au rez-de-chaussé pourra être utilisé par le personnel de l'entrepreneur.

L'entrepreneur veillera à prendre soin des espaces communs et aura à charge le nettoyage des salissures et la réparation des dommages éventuellement générés par son personnel.

En cas de comportements inappropriés quels qu'ils soient, et sur leur jugement exclusif, le maître d'ouvrage ou le responsable du CIS Canebière se réservent le droit :

- d'exiger un nettoyage journalier de ces locaux par une entreprise spécialisée sans que l'entrepreneur ne puisse s'y opposer ni demander une quelconque rémunération ou délai supplémentaires,
- de suspendre à tout moment, temporairement ou définitivement, l'accès à tout ou partie de ces locaux sans que l'entrepreneur ne puisse s'y opposer ni demander une quelconque rémunération ou délai supplémentaires. L'entrepreneur aura alors à charge et à ses frais de fournir à son personnel les locaux dont il aurait perdu l'usage.

4.6.4 Compléments d'installation de chantier

L'entrepreneur devra, à ses frais, le complément de l'aménagement de la zone de vie pour tout le personnel présent sur le chantier. Les installations de chantier devront prévoir les équipements suivants :

- Un espace clos et propre équipé de rangements afin de pouvoir ranger tout l'administratif du chantier, et qui contiendra notamment :
 - le présent CCTP en deux exemplaires,
 - un jeu de plans DCE complet,
 - l'ensemble des documents d'exécution (plans et notes) y compris de tous les indices,
 - le planning mis à jour,
- Un vestiaire équipé et dimensionné sur le volume maximal de personnel présent sur le chantier,
- Une aire de stockage des matériels et matériaux,
- Une aire de tri sélectif.

Le chauffage, l'éclairage et l'entretien de ces divers locaux est à la charge de l'entrepreneur.

4.6.5 Raccordements et compteurs de chantier

Toutes les installations techniques nécessaires telles que le branchement et distribution d'eau, branchement et distribution électrique ainsi que, le cas échéant, compresseur et autres seront à la charge de l'entrepreneur (compris dans la DPGF).

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres.

L'entrepreneur pourra raccorder ses équipements sur les réseaux (eau et électricité) du CIS Canebière, après obtention de l'accord de la maîtrise d'œuvre et sous réserve des capacités des installations et des besoins du CIS Canebière. L'entrepreneur devra transmettre à la maîtrise d'œuvre avant tout branchement, ses besoins quantitatifs et temporels en eau et en électricité ainsi que l'impact des branchements (coupures...). En cas d'augmentation de ses besoins, l'entrepreneur en avertira immédiatement la maîtrise d'œuvre. **Le CIS Canebière ne doit en aucun cas être impacté dans son mode de fonctionnement par les travaux de l'entrepreneur.** Un groupe électrogène de secours pourra être mis en place, à tout moment du chantier, sur le simple jugement de l'entrepreneur ou de la maîtrise d'œuvre sans que l'entrepreneur ne puisse s'y opposer ni demander une quelconque rémunération ou délai supplémentaires.

L'entrepreneur équipera tous ses raccordements eau et électricité de compteurs de chantier.

4.6.6 Panneau de chantier

Fourniture et pose à charge de l'entrepreneur.

Le panneau de chantier sera réalisé selon la charte de la VILLE DE MARSEILLE.

Les informations relatives au permis de construire seront retranscrites sur le panneau de chantier.

Toutes les indications réglementaires, ainsi que les nom et téléphone de tous les intervenants, figureront sur ce panneau, de façon très lisible et durable. En cas de dégradation, l'entrepreneur devra le nettoyage et/ou le remplacement du panneau de chantier, à ses frais et dans des délais raisonnables.

Le panneau sera positionné de manière à être visible depuis le domaine public.

Toute contravention encourue du fait de la non-existence de ce panneau sera payée par l'entrepreneur.

4.6.7 Clôtures de chantier et signalisations

« Voir Prescriptions du Coordonnateur SPS ».

A CHARGE de l'entrepreneur.

L'entrepreneur mettra tout en œuvre pour baliser chaque zone d'intervention et éviter tous risques d'accidents pour le personnel.

Ces zones de balisage seront réalisées à l'aide de barrière de séparation (clôture cadre métallique et pied de clôture béton) et du panneau de chantier lié, elles permettront de définir notamment les zones suivantes :

- zone de stockage

- zone de travail ou découpe matériaux

4.6.8 Bennes à gravais et déchets – Tri sélectif

L'entrepreneur devra mettre en place des bennes pour recevoir les gravais, emballages et autres petits déchets en provenance des travaux. Ces bennes devront être remplacées au fur et à mesure de leur remplissage. Elles seront à installer aux emplacements à définir pendant la période de préparation. Les frais de manutention des déchets et de location des bennes sont compris dans les prix du marché. Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, le chargement par tous moyens et l'enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

L'évacuation des gravais, produits de démolition et matériaux excédentaires, emballages, chutes de matériels, se fera au fur et à mesure de leur production, sans stockage sur le site. Dès lors que les filières adéquates existent, l'entrepreneur devra favoriser celles permettant la valorisation maximale des déchets :

- Réemploi ou Recyclage,
- Régénération,
- Incinération avec récupération d'énergie.

L'incinération ou le traitement dans des centres spécialisés des déchets non valorisables ne devrait pas être retenu en priorité.

Le terme évacuation comprend :

- Le tri sélectif des gravais et matériaux,
- Le chargement, transport et déchargement dans un centre de retraitement agréé ou un dépôt classé,
- La pose, dépose, location et gestion des bennes avec dispositifs anti-poussière,
- La récupération et le retraitement du FOD contenu dans les installations déposées ou modifiées,
- L'acquittement des frais et taxes.

Sur demande du Maître d'Œuvre, l'entrepreneur fournira une attestation de dépôt des déchets dans un centre agréé.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

4.7 Conditions d'intervention

4.7.1 Responsabilités

L'entrepreneur demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc. Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et/ou survenus à des tiers.

L'entrepreneur assurera sous sa responsabilité pleine et entière, la protection des existants (ouvrages, matériels et équipements quels qu'il soit) afin d'en préserver la stabilité, l'intégrité et la fonctionnalité.

Par ailleurs, l'entrepreneur devra réparer à ses frais, toutes les dégradations de son fait causées aux ouvrages/matériels/équipements, affectées par les travaux.

4.7.2 Relation avec les concessionnaires

Toutes démarches ou déclarations auprès des services de ENEDIS, FRANCE TELECOM, Service des Eaux, Assainissement, Services de la voirie, etc.. sont à la charge de l'entrepreneur y compris l'exécution à ses frais des travaux demandés par ces mêmes services permettant le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation.

Chaque corps d'état devra faire valider ses plans d'exécution par les Services concédés correspondants avant le début des travaux.

4.7.3 Confinement et protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes les précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité des travaux. Notamment l'entrepreneur sera particulièrement attentif à la protection des ouvrages des locaux du CIS Canebière et des ouvrages de la copropriété Building Canebière. La maîtrise d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur la protection (y compris la nature et la dimension de la protection) de tout ouvrage qu'elle juge nécessaire de protéger sans que l'entrepreneur ne puisse s'y opposer ni demander une quelconque rémunération ou délai supplémentaires.

Le chiffrage de l'entrepreneur devra tenir compte de la protection des ouvrages existants.

Pour les locaux internes aux bâtiments, l'entrepreneur devra confiner chaque zone d'intervention afin qu'aucune poussière ne pénètre dans la zone hors travaux.

4.7.4 Surveillance du chantier

A charge de l'entrepreneur d'assurer la surveillance de son chantier pour prévenir tout risque de dégradation volontaire ou de disparition de matériel. La mise en place de mesures de surveillance devra avoir lieu sur initiative de l'entrepreneur ou sur simple demande de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'œuvre. Les mesures de surveillance proposées par l'entrepreneur seront soumises à approbation de la Maîtrise d'œuvre et au BMPM.

4.7.5 Accès au chantier

L'accès au chantier se fera depuis la rue Vincent Scotto, par le garage du CIS Canebière. Aucun accès ne se fera depuis la galerie couverte de la copropriété.

Dans le cadre du règlement en matière de sécurité militaire du CIS Canebière, l'entrepreneur transmettra au responsable du CIS Canebière (lieutenant de vaisseau ou adjoint) un trombinoscope de son personnel intervenant assorti des Cartes Nationales d'Identité ou des Cartes de Séjour 15 jours calendaires avant toute entrée de son personnel sur site. Toute personne dont l'identité n'aurait pas été transmise dans les 15 jours calendaires précédant sa présentation sur le chantier se verra refuser l'entrée du chantier.

Chaque jour travaillé, le personnel se signalera auprès du standard (en entrée et en sortie).

De plus, toute personne travaillant sur le chantier devra porter un badge de manière visible et indiquant :

- le nom et le prénom de la personne
- le nom de son employeur
- chaque badge comportera une photo d'identité

Toute personne qui ne respectera pas les consignes indiquées ci-dessus sera immédiatement renvoyée du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre de réalisation.

Ce dispositif sera effectif pendant toute la durée du chantier.

4.7.6 Nettoyage et propreté

4.7.6.1 Nettoyage et propreté pendant les travaux

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté et sans obstacle de même que les circulations intérieures utilisés par l'entrepreneur. En cas de non-respect de ces obligations, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

Le chantier devra être maintenu en permanence en état de propreté : les gravois seront sortis chaque jour hors du bâtiment, ainsi que les déchets de construction, composants, matériaux et emballages divers par l'entrepreneur.

L'entrepreneur fera à ses frais, les balayages du chantier, avant et après exécution de ses travaux, ceci dans tous les locaux.

Un nettoyage général sera effectué toutes les semaines pendant toute la durée du chantier.

Toutes précautions seront prises par l'entrepreneur pour éviter la dispersion sur le site des produits à évacuer.

L'aire de stockage des matériels et matériaux sera également maintenue rangée et en état de propreté.

Pendant toute la durée des travaux, et dans le cadre de ses travaux, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour assurer la protection des réseaux d'assainissement en exploitation dans l'environnement immédiat du chantier (maintien des tampons sur les regards, entretien des points d'engouffrement).

4.7.6.2 Nettoyage soigné de fin de chantier et remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés. L'entrepreneur devra également l'enlèvement des objets divers et déchets de provenance indéterminée dans les locaux et à l'extérieur.

Tous les emplacements mis à disposition pour les travaux seront remis en état par l'entrepreneur.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage lors de la réception des travaux.

Avant réception un nettoyage soigné sera dû par une entreprise de nettoyage comportant, cette liste n'étant pas limitative :

- le lavage des sols, parois et revêtements divers y compris vitrages,
- le nettoyage des appareils sanitaires et miroiteries,
- le nettoyage de la quincaillerie et de la robinetterie
- l'enlèvement de toutes les traces de peintures y compris sur quincaillerie, sols, plaquage et menuiserie,

- l'enlèvement des étiquettes produits éventuelles,
- le nettoyage de l'ensemble des façades,
- le nettoyage des appareillages électriques et luminaires,
- le nettoyage des zones et circulations affectées par les travaux,
- etc.

Les nettoyages devront être effectués de manière à faire disparaître les taches de peinture ou d'huile, les taches de plâtre, ciment, etc. les taches de film de mortier, les rayures éventuelles sur carrelages et revêtements. Les pênes de serrure seront grattés et huilés afin d'obtenir un fonctionnement normal et les trous de butées seront dégagés.

Les produits employés, les procédés mis en œuvre, devront être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des matériaux eux-mêmes ou de leur état de surface. L'entrepreneur devra requérir en temps utile toutes les indications concernant les produits et procédés de nettoyage compatibles avec l'ensemble des ouvrages. L'utilisation de soude sera proscrite.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur les emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

4.7.7 Maintien du service public

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux et installations de toutes natures, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires.

L'entrepreneur devra permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics, ainsi que l'écoulement des eaux superficielles.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la spécificité de l'opération s'inscrivant dans le cadre d'un centre d'intervention et de secours et la nécessité opérationnelle de cet équipement public. L'entrepreneur devra se coordonner quotidiennement avec le CIS Canebière notamment pour les livraisons, évacuations diverses... Notamment, l'entrepreneur devra prendre en compte dans son chiffrage et lors de l'exécution du chantier :

- le caractère prioritaire des entrées/sorties des véhicules du CIS sur ses propres interventions ; l'entrepreneur sera amené à décaler ou à fractionner ses interventions,
- l'interdiction de stationner sur les voies de circulation des véhicules d'intervention du CIS Canebière ; l'entrepreneur devra sélectionner ses véhicules, matériels et engins de toute nature en adéquation avec les espaces de ses aires de stockage et de stationnement.

L'entrepreneur devra dans tous les cas prévenir les personnes ou concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt au maître d'ouvrage les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics. Il devra à ses frais assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

4.7.8 Exigences sécurité

4.7.8.1 Moyens d'accès – Protections

Les prix du marché comprennent implicitement tous les moyens d'accès et plateformes de travail (échafaudages, agrès, escabeaux, etc.) nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les moyens de mises en sécurité des personnes (garde-corps, garde-gravois,

Équipements de Protection Individuels, etc.) et tous autres matériels nécessaires pour assurer la sécurité des personnes.

4.7.8.2 Sécurité des personnes

« Voir Prescriptions du Coordonnateur SPS ».
A CHARGE de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation et le Code du Travail. L'opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé issues de la loi N° 14-18 du 31 Décembre 93 et ses décrets d'application. Le personnel de l'entrepreneur devra respecter les règles de sécurité exigibles sur les chantiers.

L'entrepreneur sera responsable de la formation de son personnel et de l'application des règles de sécurité professionnelles, en particulier le port des équipements individuels de protection pour toutes opérations présentant un danger.

Toutes les dispositions devront être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier. De plus, l'entrepreneur veillera à ce que les travaux ne soient pas susceptibles de créer un mouvement de gêne, de confusion ou de panique lors d'une évacuation, ou d'être la cause d'un éventuel sinistre.

4.7.8.3 Habilitations

Les personnels intervenant sur les installations électriques devront disposer des habilitations conformément à la publication UTE C18515.

4.7.9 Contraintes d'utilisation de matériels et engins mécaniques

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le risque de dommages structurels que pourrait éventuellement présenter l'utilisation d'engins dans le cadre de l'existant IGH Building Canebière. Il est rappelé que la charge maximale surfacique du plancher au niveau du rez-de-chaussée de 590 kg/m² ne devra pas être dépassée.

L'utilisation d'engins mécaniques est interdite dans la galerie couverte de l'IGH Building Canebière.

L'entrepreneur sera responsable de tous dommages causés aux existants par l'utilisation de matériels et engins mécaniques.

De plus, il est formellement spécifié que l'emploi de tels matériels ou engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les locaux mitoyens,
- entraîner des désordres, par suite des manœuvres et des vibrations, si minimes soient-ils, aux existants,
- causer des nuisances sonores hors cadre réglementaire.

Cas particulier de matériels générateurs de « points chauds »

Les travaux dits « par points chauds » (soudage, oxycoupage, meulage,...) devront faire l'objet d'un permis de feu tel que défini ci-dessous :

Ce permis de feu est signé par le maître d'ouvrage ou son représentant SSI et par l'opérateur. Un exemplaire est remis à chaque signataire. La validité du permis de feu est précisée ; elle est limitée à un jour ou une opération. Dans ce dernier cas, la durée maximale de validité est de cinq jours au-delà desquels le permis de feu est renouvelé.

4.7.10 Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la localisation des travaux dans l'enceinte d'un IGH à usage principal d'habitation. L'entrepreneur devra être particulièrement vigilant sur ses méthodologie d'exécution et sur les nuisances sonores générées par ses travaux.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées (ex : utilisation d'engins avec des abattements sonores normalisés). Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

4.7.11 Travaux sur les communs

Il appartiendra à l'entrepreneur d'avertir la copropriété des travaux sur les communs. Pour cela, et ce à l'enclenchement de ses prestations, il se rapprochera du syndic qui lui indiquera la procédure à suivre notamment pour les modalités et délais d'affichage.

4.7.12 Provenance, qualité et mise en œuvre des matériaux et équipements

D'une façon générale, il est indiqué que tous les matériaux et équipements concernés par les prescriptions du CCTP, devront être présentés par l'entrepreneur avec tous les échantillons, procès-verbaux, documentations et justifications nécessaires.

En cas d'insuffisance de renseignements, le maître d'ouvrage pourra charger l'entrepreneur de lui fournir tous essais et calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé (aux frais de l'entrepreneur).

Les matériaux et matériels proposés devront être de performances au moins égales à celles imposées comme des minima dans les prescriptions et dans les normes et règlements en vigueur.

Pour les matériels, l'entrepreneur fournira au Maître d'Oeuvre, une documentation technique complète du fabricant. Les matériels et appareillages faisant l'objet d'un agrément ou d'un label de qualité devront avoir obtenu celui-ci.

L'entrepreneur devra remployer au maximum les matériaux et matériels issus du site. En cas d'impossibilité de emploi, les appareils et matériaux non remployés doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité, répondant exactement aux conditions nécessaires à la bonne exécution des travaux :

- Ils seront livrés, sur le chantier, exempts de toute altération, dans la présentation du fabricant, munis de leur étiquette d'origine,
- Ils devront être conformes aux dernières normes et prescriptions des DTU,

- Ils devront être garantis par les constructeurs pour l'utilisation envisagée,
- Tous les matériels métalliques devront être protégés efficacement contre la corrosion.

4.7.13 Défauts de réalisation

Les ouvrages ou parties d'ouvrages présentant des défauts ou des manquements vis à vis des exigences techniques définies dans le CCTP, seront sur simple injonction de la maîtrise d'œuvre, immédiatement déposés et remplacés au frais de l'entrepreneur.

Si les travaux de remplacement n'étaient pas exécutés dans le délai imparti, l'entrepreneur resterait responsable de tous les désordres, inconvénients et retard qui pourraient en résulter.

4.7.14 Contrôle, essais et formation

L'entrepreneur est tenu de réaliser un autocontrôle de ses documents d'exécution (plans et notes de calculs). Les documents d'exécution seront soumis à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle, avant exécution. Pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra se conformer aux observations ou recommandations de ces derniers.

L'entrepreneur est tenu de réaliser en temps utile afin de respecter les délais de travaux un autocontrôle de ses travaux au fur et à mesure de l'avancement de chantier.

L'entrepreneur est tenu de réaliser une formation aux utilisateurs le nécessitant pour l'ensemble des éléments techniques posé.

Lors de la réception, il sera procédé aux essais permettant de vérifier la conformité au présent CCTP et aux performances à atteindre, en particulier, on procédera :

- aux essais COPREC : par sondage, l'entrepreneur ayant à sa charge la globalité des essais COPREC et engageant son entière responsabilité sur ce point,
- aux essais de déclenchement : vérification des sélectivités des disjoncteurs et des différentiels.
- aux mesures d'isolement des câbles, à la mesure de la résistance de la prise de terre, aux mesures de continuité des liaisons équipotentielles.
- aux mesures d'éclairement et de l'uniformité.
- aux essais de fonctionnement de l'éclairage de sécurité et à sa mise au repos.
- aux essais de fonctionnement de l'alarme incendie et des coupures d'arrêt d'urgence.

Pour tous les essais de cette liste, non exhaustive, l'entrepreneur devra mettre à la disposition de la Maîtrise d'œuvre, les appareils de mesure et la main d'œuvre nécessaires à leurs réalisations.

4.8 États des lieux

4.8.1 Avant travaux

Avant le commencement de ses travaux, l'entrepreneur devra faire réaliser par huissier et à ses frais, un état des lieux contradictoire (constat d'huissier avant travaux) des ouvrages existants et mitoyens en présence du maître d'ouvrage, du syndic de la copropriété et de son représentant.

L'entrepreneur avertira le syndic de la copropriété de ce constat dès notification du marché, et ce afin de convenir d'une date de réalisation du constat pendant la période de préparation.

Les convocations transmises aux diverses parties devront être écrites et transmises avec accusé de réception. Une copie de l'ensemble des convocations écrites et de leur accusé de réception devra être transmise au maître d'ouvrage.

Ce document aura notamment pour objet de constater sur place de l'état des lieux intérieurs et extérieurs à la zone de travaux. Notamment seront observés les locaux intérieurs et les éléments extérieurs du CIS Canebière ainsi que les façades, les sols, la couverture de la galerie couverte de l'IGH Building Canebière. Par « lieux » il est entendu, entre autres, constructions existantes immobilières, voies d'accès, réseaux, matériels et équipements existants.

Le cas échéant, l'entrepreneur disposera de témoins sur toutes les fissures repérés permettant la surveillance de celles-ci. Ces témoins seront disposés avant travaux. La surveillance régulière de l'évolution de ces fissures est également sous la responsabilité de l'entrepreneur. Ce dernier informera le maître d'ouvrage de toute évolution constatée dans les plus brefs délais.

L'entrepreneur devra notamment mentionner toutes les fissures et désordres apparents lors du constat ainsi que tous désordres ou dégradations existantes. S'il y a lieu, des photos seront prises par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit, avant le début des travaux, procéder à une enquête systématique en vue de déterminer et de repérer les principes structurels, les équipements de toutes natures qui seront, selon le cas, à dévoyer ou à déposer puis à reposer et, selon le cas, à maintenir en service.

4.8.2 Après travaux

Cet état des lieux, effectué sur la base de celui d'entrée, aura pour objet de faire apparaître tous les dommages apparus depuis le constat précédent et que lesdits dommages sont supposés résulter de travaux effectuée par l'entrepreneur.

Ce constat sera établi en présence des personnes ayant assisté au premier constat avant travaux.

Dans le cas de dommages présumés résultant de ses travaux, l'entrepreneur fera une déclaration de sinistre auprès de la compagnie d'assurance et en adressera une copie au maître d'ouvrage.

En outre l'entrepreneur devra proposer au maître d'ouvrage des dispositifs de résorption des désordres éventuellement apparus dans la mesure où la responsabilité de l'entrepreneur est avérée. Suite à accord du maître d'ouvrage, l'entrepreneur devra la remise en état conformément aux dispositifs validés des ouvrages existants ainsi que ceux exécutés dans le cadre de l'opération.

4.9 Garanties des installations

A compter de la date de réception, l'entrepreneur doit garantir l'installation dans les conditions indiquées ci-après; les parties d'installation réceptionnées avec réserves seront garanties à partir de la date de levée de ces réserves.

4.9.1 Garantie de parfait achèvement

L'entrepreneur est tenu à la garantie du parfait achèvement des travaux pendant un délai de un an.

Pendant cette période, l'entrepreneur assurera le dépannage et le remplacement des organes défectueux ou des consommables usés dans un délai court.

En cas de remplacement, pendant la période de garantie de matériels importants, ces appareils verront leur période de garantie prolongée d'un an.

Il appartient à l'entrepreneur de solliciter, à l'expiration de la période de garantie, le règlement de la retenue de garantie ou la main levée de caution.

4.9.2 Garantie de bon fonctionnement

L'ensemble de l'installation fait l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux ans.